

Construction d'un bâtiment pour l'implantation d'un moyen de formation et d'entraînement au vol FENNEC au profit de l'EH 03.067 « PARISIS »

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Etat-Major de l'Armée de l'air et de l'espace (EMA AE) du Ministère des Armées

Représenté par Établissement des Services d'Infrastructures de la Défense en Ile de France (ESID IDF)

Représentant de l'Acheteur

M. Le Directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
82, rue des Pyrénées 75970 PARIS Cedex 20

Conducteur d'opération

SNIA Nord, représenté localement par la Mission Grands Projets

Objet de la consultation

Construction d'un bâtiment pour l'implantation d'un moyen de formation et d'entraînement au vol FENNEC au profit de l'EH 03.067 "Parisis"

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **Mardi 27 Mai 2025 à 12 h 00** (heure locale de l'adresse du RA)

Il est porté à l'attention des candidats qu'une partie des pièces du dossier de consultation ne pourra être transmise suite à la réception de l'engagement de non-divulgaration selon les modalités définies à l'article 3-1. du présent règlement de consultation.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2-1. Définition de la procédure	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots	4
2-3. Nature de l'attributaire.....	5
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières	5
2-5. Variantes	5
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles	5
2-7. Exigences minimales de la négociation	5
2-8. Délai d'exécution des travaux	5
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2-10. Délai de validité des offres	6
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau	6
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	9
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	9
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels	10
2-16. Clauses sociales et environnementales	10
2-17. Labels	11
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	11
3-1. Solution de base	11
3-1.1. Documents fournis aux candidats	11
3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats	12
3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes	16
3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu	16
3-2. Variantes	17
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....	17
4-1. Sélection des candidatures.....	17
4-2. Jugement et classement des offres	17

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE	21
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation	21
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique	22
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	23

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP. Le CCAG considéré est issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

L'objet de la présente consultation concerne des travaux de construction d'un bâtiment pour l'implantation d'un moyen de formation et d'entraînement au vol FENNEC au profit de l'EH 03.067 "Parisis".

L'opération de construction est la construction d'un bâtiment neuf de 202 m² avec une structure en ossature bois et un isolant biosourcé. Le bâtiment est divisé en deux zones : une partie dédiée au simulateur, et une partie attenante regroupant les salles techniques et les salles liées à la formation.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Base Aérienne 107Velizy – Villacoublay (78)

Le RA ne souhaite pas publier librement les pièces techniques, leur obtention et les exigences de confidentialité sont explicitées dans le présent règlement de la consultation ainsi que dans l'engagement de non-divulgaration signé par le candidat préalablement au dépôt de son offre.

Le candidat doit compléter et signer l'attestation, et la renvoyer via PLACE, le plus rapidement possible afin de pouvoir accéder à l'ensemble des données. Le représentant de l'Acheteur ne serait être tenu pour responsable des délais de remise de l'engagement de non-divulgaration et de déchiffrement des documents remis.

Le titulaire est informé des contraintes fortes d'intervention en matière de sûreté, sécurité et continuité de l'activité de la base aérienne BA 107 Velizy – Villacoublay. Il est informé du caractère contraignant des contrôles systématiques et obligatoires des personnes et des biens par les autorités de la base, les détails figurent à l'article 1-4.2 du CCAP. Il est supposé en tenir compte dans son offre.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 5 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 01	Gros Œuvre, VRD et installations de chantier
Lot 02	Charpente bois, paille - Clos et couvert - Menuiseries extérieures
Lot 03	Second œuvre
Lot 04	CVC
Lot 05	Electricité

2-3. Nature de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2-8. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

En cas de remise d'offre optimisée de la part d'un candidat suite à une séance de négociation (facultative pour le représentant de l'acheteur) ce délai de 180 jours repart de la date de limite de remise d'offre optimisée fixée par le représentant de l'acheteur.

En cas d'absence de remise d'offre optimisée de la part d'un candidat suite à une séance de négociation, l'offre initiale est maintenue. Son délai de validité repart de la date de limite de remise d'offre optimisée fixée par le représentant de l'acheteur.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

2-11.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG travaux du 30 mars 2021, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4 du CCAP.

2-11.2 Sites sensibles

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou de la personne publique en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

Si la réalisation des prestations nécessite une présence dans les locaux du représentant de l'acheteur, le prestataire devra respecter les mesures de sécurité prévues dans le plan de prévention de la BA107, précisées ci-dessous :

Accès à la base aérienne 107

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

Le délai d'obtention d'accès sur base est de 15 jours calendaires pour un individu, à partir de la date du dépôt de la demande recevable auprès du bureau sécurité base (BSB).

Les entreprises (titulaires, sous-traitants, sociétés d'intérim, etc...) font parvenir une demande de contrôle élémentaire pour chaque personne susceptible d'accéder sur la BA 107.

Cette demande, est à remettre ou à envoyer par courrier, mail ou en mains propres à la conduite d'opérations.

Les fournisseurs, livreurs devant accéder aux aires aéronautiques, devront être accompagnés par les personnes désignées lors de l'établissement de l'ouverture de chantier (deux personnes au maximum par société, titulaires et sous-traitants, en possession d'un badge signé) qui seront joignables en permanence par un téléphone de chantier. En principe la zone d'installation de chantier étant indépendante, les livraisons se feront sous la responsabilité de l'entreprise mandataire.

Les horaires d'accès et de travail sur la base aérienne 107 par l'entrée principale sont :

- du lundi au vendredi : de 07h30 à 22h30

Pour les livraisons, le site sera accessible :

- Du lundi au jeudi : de 8h30 à 17h30
- Le vendredi : de 8h30 à 15h30

En cas de dépassement de l'horaire normal et pendant les jours et périodes de fermeture de la Base, le chantier étant situé en zone opérationnelle, la demande d'autorisation d'accès devra être formulée et justifiée lors de l'établissement des fiches d'accès de chantier.

Toute perte du badge doit être immédiatement déclarée. Le renouvellement du badge n'est pas systématique.

Toute fraude par prêt de carte entraîne le renvoi immédiat de la personne trouvée en possession d'un badge non établi à son nom ainsi que le véritable titulaire.

Circulation sur la base

Aucun véhicule ne peut pénétrer sans autorisation accordée par le BSB et une assurance comportant l'usage "Affaires" est exigée.

Il est prescrit de respecter le Code de la Route et les consignes particulières édictées par la Base.

Il est interdit de circuler :

- avec des véhicules qui ne sont pas en état et en règle avec le Code de la Route,
- à une vitesse supérieure à celle prescrite par les panneaux de réglementation.

La vitesse sur base est limitée à 50 km/heure.

Il est interdit :

- de ravitailler en combustible les moteurs en marche ou chauds (groupe électrogène, compresseurs, etc...),
- d'encombrer les routes et voies d'accès, soit pendant le stationnement soit à l'occasion d'un déchargement de matériaux. Il faut éviter qu'un véhicule en stationnement entrave le libre écoulement des eaux dans les caniveaux et égouts,

-de stationner devant les bornes de distribution d'eau incendie et les postes de transformation électrique ainsi que tout autre endroit signalé dans la base et ses annexes comme devant rester dégagé.

Toute personne est tenue de ralentir suffisamment avant de franchir les carrefours et s'arrêter immédiatement à toute injonction d'un responsable de la base.

En règle générale, les véhicules doivent stationner à l'extérieur des emprises des Unités de la base.

Un état des lieux contradictoire des voies de circulation empruntées par les véhicules et engins de chantier sera réalisé en préalable à toute intervention.

Si des dégâts sont occasionnés aux itinéraires empruntés par les véhicules de transport, le responsable de l'entreprise est convoqué sur les lieux pour constater ces dégâts et un inventaire contradictoire est établi ; si l'entreprise ne répond pas à cette convocation, l'inventaire établi par le RA est réputé contradictoire. L'entreprise est alors mise en demeure de réparer ces dégâts à ses frais ; en cas de défaillance, les réparations sont assurées par l'entreprise et leur montant est prélevé sur les sommes dues à l'entreprise au titre du marché.

L'entreprise prend toutes les dispositions pour éviter toute chute de matériaux sur la voie publique et effectue, en permanence, les nettoyages nécessaires, les dépenses correspondantes étant entièrement à sa charge.

Tout ouvrier d'entreprise trouvé dans un lieu ne correspondant pas à son chantier ni au trajet autorisé peut se voir définitivement refuser l'accès de la Base.

Comportement sur la base

Boissons

Il est interdit d'introduire dans la base des boissons alcoolisées.

Toute personne trouvée en état d'ébriété sur le chantier est immédiatement et définitivement renvoyée.

Nettoyages et détrit

Il est interdit d'utiliser des produits toxiques ou dangereux pour les nettoyages, de laisser traîner les papiers, chiffons gras, détrit divers.

Ces derniers doivent être collectés dans des poubelles métalliques munies de couvercles.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces opérations dans les conditions présentes, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, après mise en demeure verbale ou écrite par le maître d'œuvre, être enlevés d'office aux frais, risques et périls de l'entreprise.

Clôtures militaires

Il est interdit de les ouvrir ou de les franchir.

Il est interdit de déposer du matériel le long de la clôture, d'en faire passer soit au-dessus, soit au-dessous, soit au travers, d'escalader et de détériorer cette clôture.

Obligation de discrétion

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution :

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître de l'ouvrage ou de la personne publique en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

En outre, l'attention du titulaire est attirée sur les règlements et prescriptions particulières de chaque base en ce qui concerne le contrôle des personnes, la circulation des véhicules et les heures de travail imposées.

2-11.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG travaux du 30 mars 2021, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4 du CCAP.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'acheteur a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots suivants:

Lot	Intitulé
01	Gros Œuvre, VRD et installations de chantier
02	Charpente bois, paille - Clos et couvert - Menuiseries extérieures
03	Second œuvre
04	CVC

Pour l'exécution de ces lots, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 11.1 du CCAP.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

S'agissant de la clause environnementale

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

La clause environnementale est décrite au CCAP article 1-6.5 et mentionnée au présent règlement de la consultation à l'article 3-1.2 ci-après. Elle est rappelée ci-dessous :

En plus des articles 7 et 36 du CCAG dont il est fait application, le titulaire est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires à :

- La réduction de la consommation des ressources (énergétiques, fluides, carburant...) de son activité ;
- La gestion responsable des déchets (description de la mise en œuvre demandée dans le SOGED) ;
- recyclage et réemploi demandé lors de la phase chantier (description de la mise en œuvre demandée dans le SOGED).

De plus, une spécification technique environnementale est demandée dans le cadre de l'installation de bottes de paille en tant qu'isolant pour les murs et la toiture. Ces éléments sont détaillés dans le CCTP du lot n°2.

2-17. Labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

3-1.1.1 Dans le DCE mis à disposition sur le profil acheteur (PLACE)

- Le présent dossier de consultation est constitué par : Le présent Règlement de Consultation (RC) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe de déclaration des sous-traitants ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

3-1.1.2 Envoi des pièces techniques

Les pièces techniques du dossier de consultation des entreprises sont les suivants :

- le CCTP et ses annexes ;
- les pièces graphiques ;
- le cadre de décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Les documents cités ci-dessus sont transmis selon les modalités suivantes :

1. 1ère étape : le candidat remplit, signe et envoie via la PLACE l'engagement de non-divulgence des informations dont le modèle est transmis par l'acheteur public dans le cadre de la procédure (via l'option « Déposer une question » sur la PLACE).
2. 2ème étape : l'acheteur public réceptionne l'engagement de non-divulgence des informations et transmet au candidat les documents concernés par la PLACE ou FRANCETRANSFERT.

3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier « Candidature » :

Situation juridique - références requises :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- * Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée ;
- * La forme juridique du candidat ;
- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus.

Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus.

Capacité économique et financière - références requises :

* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

* Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des travaux de même nature en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée si possible d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Cette liste indiquera la nature, le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

* Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

Pour le lot 2 :

- Qualifications dans le domaine de la construction en bois – Niveau courant ou équivalent.
- Qualification dans le domaine de la construction en paille – suivi de la formation pro-paille ou équivalent

* Les éventuels certificats de qualité, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

- Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance).

Dans cette hypothèse, le candidat apporte les justifications des capacités du ou des opérateurs économiques en cause et produit un engagement écrit de ce ou ces derniers justifiants qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Si le candidat utilise le DUME, le candidat devra faire figurer les informations précitées dans cet article 3-1.2.

dans un autre sous dossier « Offre » :

- Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement (qu'il soit solidaire ou conjoint)**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires Acte de Sous-traitance SNIA complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est joint au DCE publié sur PLACE. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint :

- L'attestation de visite obligatoire pour les lots 1 et 5 ;
- le mémoire justificatif et explicatif dont le nombre de pages sera limité à 30 pages maximum :
 - **La compréhension du projet et des contraintes spécifiques associées.**
 - **Les moyens humains et matériels**
 - La taille et la composition de l'équipe dédiée au chantier, détaillées dans les différentes phases de réalisation, qualification et compétences du personnel affecté à cette mission.
 - L'organisation des effectifs durant les études
 - Moyens matériels affectés au chantier et aux études.

L'entreprise précisera la liste des prestations ou parties de prestation sous-traitées en indiquant, si possible, pour chacune d'entre elle les sous-traitants envisagés ainsi que leurs qualifications.

- **Méthodologie des études d'exécution et Méthodologie d'exécution des travaux :**
 - Description du mode opératoire envisagé pour les interventions principales. Le candidat décrira également l'ensemble des moyens matériels utilisés pour assurer la sécurité des personnes et des biens et les moyens matériels utilisés pour exécuter les différentes tâches.
 - Description des moyens et modalités d'élimination, de retraitement et de valorisation des déchets, appréciés en fonction de la méthodologie et l'organisation relatives à l'élimination au retraitement et à la valorisation des déchets
 - Une notice retraçant le Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets de Chantier (SOGED). Cette notice comprendra :
 - Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
 - Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
 - Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux ;
 - Le recyclage et réemploi lors de la phase chantier des différents déchets.
- **Planning détaillé** par tâches de travaux faisant apparaître le chemin critique.
- **Fiches produits**
 - fiches techniques décrivant l'adéquation aux performances des produits et matériels envisagés.

Une attention particulière sera donnée à la qualité des produits mis en œuvre, origine, caractéristiques et références en réponse au cahier des clauses techniques. Les fiches doivent être lisibles et présenter toutes les

caractéristiques des matériaux, en adéquation avec le cahier des charges.

- Pour ceux de ces produits faisant référence à des normes ou marques de qualité étrangères le candidat fournira tous les documents complémentaires permettant d'apprécier l'équivalence.
- Les certificats originaux établis éventuellement dans une langue autre que le français devront être accompagnés de leur traduction en français.

Seuls seront examinés les certificats émis par des organismes accrédités (par des organismes d'accréditation signataires des accords dits "EA" ou à défaut ayant fourni la preuve de leur conformité à la norme EN 45011).

- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :

- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) : cadre ci-joint à compléter sans modification. Seule la colonne quantité, qui est fournie à titre indicatif, peut être modifiée ;

Dans le cas d'un **groupement (qu'il soit solidaire ou conjoint)**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.
- Un RIB
- En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

Par mesure de simplification, les candidats sont invités à fournir ces documents ainsi que l'acte d'engagement signé dès le dépôt de leur offre. Si le représentant de l'acheteur constate

l'absence de l'une de ses pièces lors de l'analyse des candidatures, il demandera au candidat susceptible d'être retenu de compléter son dossier de candidature.

3-2. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base. Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

L'acheteur commencera par analyser les candidatures avant d'examiner les offres.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RA.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Négociation :

Le RA peut prévoir une négociation des offres. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Le RA se réserve la possibilité de négocier le présent marché avec les 3 meilleurs candidats par lot à l'issue de l'analyse des offres initiales.

La négociation sera menée au regard des critères d'attribution des offres. La négociation ne peut porter sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution de celui-ci, telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation sera menée dans les locaux de l'acheteur ou selon les modalités définies par ce dernier. Les soumissionnaires seront informés des conditions d'organisation (date, heure, lieu, modalités). Les échanges relatifs à cette négociation sont menés en français.

Le RA examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement des offres **de chaque lot** conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RA.

Les critères d'attribution des marchés seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
<p>N°1 : Prix global et forfaitaire (montant TTC écrit en lettre dans l'acte d'engagement) Np sur la base de la formule suivante :</p> $Np = 40 \times (P0 / Pi)$ <p>dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Np est la note de l'offre considérée et attribuée au critère "Prix" avant pondération. Elle est arrondie à 2 décimales ; - Pi est le montant de l'offre considérée, exprimée en € TTC ; - P0 est le montant de l'offre la moins disante exprimée en € TTC. 	40 points
N°2 : La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu des éléments fournis dans le mémoire justificatif et explicatif remise par le candidat, telle que décrite à l'article 4-3.2	60 points

4-3. Méthode de calcul des offres

4-3.1 Appréciation du critère prix

L'offre la moins-disante obtiendra 40 points.

Les autres offres se verront attribuer une note selon la formule suivante :

$$NOTE \text{ prix} = \frac{\text{Montant de l'offre la moins disante (*)}}{\text{Montant de l'offre notée}} \times 40$$

Les notes sont arrondies à 2 chiffres après la virgule (si le chiffre des millièmes est supérieur ou égal à 5 : arrondi au centième supérieur ; si le chiffre des millièmes est strictement inférieur à 5 : arrondi au centième inférieur).

Pour l'analyse des offres, le seul montant faisant foi est le montant total en lettres en € TTC figurant dans l'acte d'engagement. Il prévaudra sur toute autre indication dans l'offre du candidat.

En cas de discordance entre ce montant et celui figurant dans la DPGF, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la DPGF pour la mettre en harmonie avec le prix figurant en lettres TTC dans l'acte d'engagement, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les formules dans les DPGF sont pré-renseignées. Cependant, il appartient au candidat de vérifier ces formules et de s'assurer que les totaux tiennent compte de toutes les lignes renseignées.

Lors de l'examen des offres, le RA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

4-3.2 Appréciation du critère technique

Le mémoire justificatif et explicatif devra permettre au RA de juger de la maîtrise des enjeux du projet par le candidat, de l'adéquation des moyens organisationnels et de production qui seront déployés ainsi que de la conformité des produits et matériaux envisagés afin de répondre techniquement et administrativement aux contraintes techniques, administratives et calendaires.

Le mémoire sera structuré en volets répondant aux critères de jugement. Les documents explicatifs tels que les plans des installations et notes justificatives de calculs, fiches techniques seront joints au mémoire dans les volets correspondants.

La « valeur technique » de l'offre sera appréciée au vu du mémoire justificatif et explicatif et notée sur 60 points, dont l'évaluation se fera à partir des sous-critères techniques définis ci-dessous :

Critère valeur technique	60 points
Sous critère 1 : Contexte / enjeux Le candidat doit détailler sa compréhension du projet, et identifier les contraintes spécifiques associées. Il mettra en avant les enjeux majeurs du chantier.	10 points
Sous critère 2 : Moyens humains et matériels Le candidat devra détailler : <ul style="list-style-type: none"> - La taille et la composition de l'équipe dédiée au chantier, détaillées dans les différentes phases de réalisation, qualifications et compétences du personnel affecté à cette mission. - L'organisation des effectifs durant les études - Moyens matériels affectés au chantier et aux études L'entreprise précisera la liste des prestations ou parties de prestation sous-traitées en indiquant pour chacune d'entre elle les sous-traitants envisagés ainsi que leurs qualifications.	15 points
Sous critère 3 : Méthodologie Le candidat décrira sa méthodologie d'études et d'exécution des travaux réalisés en propre ou en sous-traitance : <ul style="list-style-type: none"> - Description du mode opératoire envisagé pour les interventions principales. Le candidat décrira également l'ensemble des moyens matériels utilisés pour assurer la sécurité des personnes et des biens et les moyens matériels utilisés pour exécuter les différentes tâches. - Description des moyens et modalités d'élimination, de retraitement 	20 points

et de valorisation des déchets, appréciés en fonction de la méthodologie et l'organisation relatives à l'élimination au retraitement et à la valorisation des déchets (fourniture du SOGED).	
Sous-critère 4 : Planning Le candidat présentera un planning détaillé par tâches de travaux faisant apparaître le chemin critique.	10 points
Sous-critère 5 : Fiches produits Le candidat présentera des fiches techniques qui lui semblent pertinentes (fiches techniques décrivant l'adéquation aux performances des produits et matériels envisagés). Une attention particulière sera donnée à la qualité des produits mis en œuvre, origine, caractéristiques et références en réponse au cahier des clauses techniques. Les fiches doivent être lisibles et présenter toutes les caractéristiques des matériaux, en adéquation avec le cahier des charges.	5 points

4-3.3 Appréciation de la note globale

La note finale de chaque offre sera donc de la forme suivante :

La note finale (sur 100) **du candidat sera : (note prix_(sur 40) + note technique_(sur 60))**

4-3.4 Exigences minimales en cas d'une seule offre déclarée acceptable par lot

Quel que soit le lot, dans le cas où une seule offre par lot aurait été déposée ou serait acceptable après élimination éventuelles des offres anormalement basses, inappropriées, inacceptables et/ou irrégulières, le nombre de points exigés est le suivant :

- En cas de candidatures multiples recevables, par lot : le nombre de points minimum exigés pour chaque candidat concernant l'unique critère technique est de 20 points.
- En cas d'offre unique par lot : le nombre de points minimum exigés pour l'unique critère technique est de 30 points.

Si le candidat concerné, n'obtient pas le nombre de points requis présenté ci-dessous, son offre sera éliminée.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Cependant, conformément à la jurisprudence en vigueur (CE, 20 décembre 2021, n°454801), en cas de dépôts successifs d'un même soumissionnaire, le pouvoir adjudicateur apprécie les caractéristiques du dernier pli transmis afin de déterminer s'il peut l'analyser comme étant une offre complète. A défaut, il procède à l'ouverture des dépôts précédents. Dans le cas où des documents contradictoires/différents figureraient dans plusieurs plis ouverts pour un même candidat, les documents faisant foi seront ceux du dernier pli déposé.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **SNIA_PAI-MGP_MAPA_25-007**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des

documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence. En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes : L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;

La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;

Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;

Seuls les formats de fichiers informatiques de types [pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt] seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;

Les documents pour lesquels une signature est requise, seront revêtus d'un certificat de signature électronique conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et référencées sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat. Ceux-ci seront signés électroniquement selon les dispositions de la plate-forme ;

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

SNIA NORD -MGP NORD
82 RUE DES PYRENEES~75000 PARIS
Copie de sauvegarde pour : construction d'un bâtiment pour l'implantation d'un moyen de formation et d'entrainement au vol FENNEC au profit de l'EH 03.067 "Parisis".
Lot n° :
Nom du candidat ou des membres du groupement candidat ^(*) :
« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Visite de site :

Afin de présenter leur offre en toute connaissance de cause :

- une visite du site est obligatoire pour les lots 1 et 5 ;
- pour les lots 2, 3 et 4, la visite du site est sur demande du candidat.

Les candidats désirant se rendre sur le site devront faire leur demande au moins 72h à l'avance et s'adresser à :

vaiana.leballais@aviation-civile.gouv.fr
 bilel.hammadi@aviation-civile.gouv.fr
 07 78 12 57 61

Le candidat précisera l'identité de l'entreprise et de la personne/des personnes participantes.

Les date de visite possibles sont les suivantes :

- Lundi 28/04 après-midi
- Lundi 05/05 après-midi
- Lundi 12/05 après-midi

ARTICLE 7. PROCEDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Versailles
 56, avenue de Saint Cloud
 78011 Versailles
 tél. 01 44 59 44 00
 Télécopieur : 01 44 59 46 46
 Adresse internet : greffe.ta-paris@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé Contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché ou à défaut 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché. Toutefois ce référé n'est pas possible en cas de publication d'un avis d'intention de conclure le marché au moins 11 jours avant sa signature (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;
- Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;
- Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.